

## **GAR-SI SAHEL-SÉNÉGAL**

*Numéro de contrat : T05-EUTF-SAH-REG-04-05*

### **Annexe I**

#### **DESCRIPTION DE L'ACTION**



## TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations.....	3
1. Résumé.....	4
2. Portée de l'action.....	5
2.1. Logique et pertinence de l'action .....	5
2.2. Objectif général et objectif(s) spécifique(s).....	5
2.3. Résultats escomptés .....	6
2.4. Activités spécifiques et méthodologie .....	7
2.5. Répartitions des coûts et dépenses des coûts opérationnels .....	12
2.6 Calendrier du projet GAR-SI sahel au Sénégal .....	14
3. Champ géographique.....	15
4. Groupes cibles et bénéficiaires finaux .....	16
5. Equipement.....	16
6. Hypothèses et risques .....	20
7. Questions transversales.....	20
8. Durabilité .....	21
9. Actions complémentaires et coordination.....	21
10. Expertise et gestion du projet.....	21
10.1. Parties prenantes .....	21
10.2. Gouvernance de l'action.....	22
10.3. Structure de gestion .....	23
10.4. Organigramme et localisation.....	23
11. Monitoring et suivi du projet.....	24
11.1. Monitoring, évaluation et audits.....	24
11.2. Rapportage .....	25
12. Communication et visibilité.....	25
<b>Annexes</b>	
Annexe I.1 : Cadre logique	

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

**CDT** Commandement

**COMOP** Comité opérationnel

**COPIL-N** Comité de pilotage National

**COPIL-G** Comité de Pilotage Général

**DEVCO** Direction Générale de la Coopération et du Développement international

**DUE** Délégation de l'Union Européenne

**EGN** École de la Gendarmerie Nationale

**ES** Espagne

**FDS** Forces de défense et sécurité

**FED** Fonds européen de développement

**FED-** Fonds européen de développement -Programme indicatif

**FIAPP** Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas

**FOC** Full opérationnel capabilité - Pleine Capacité Opérationnelle

**FR** France

**FSI** Forces de sécurité intérieure

**G5 SAHEL** Groupe des 5 pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad)

**GAR-SI** Groupe d'Action Rapide - Surveillance et Intervention

**GN** Gendarmerie Nationale

**GIGN** Groupement d'intervention de la Gendarmerie Nationale

**IOC** Initial opérationnel capabilité - Capacité opérationnelle initiale

**IT** Italie

**LOG** Logistique

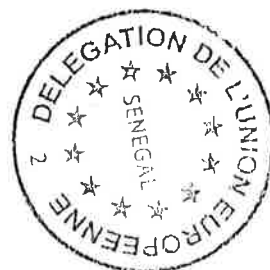
**MINDEF** Ministère de la Défense PJ Police judiciaire

**PSDC** Politique de sécurité et de défense commune de l'Union Européenne

**PSIG** Pelotons de surveillance et intervention de la Gendarmerie PT Portugal

**RENS** Renseignements

**UE** Union Européenne



## 1. Résumé

### FICHE TECHNIQUE DU PROJET

<b>Titre</b>	Groupes d'Action Rapide de Surveillance et Intervention au Sahel (Sénégal)
<b>Durée</b>	20 mois (17 mois de mise en œuvre et 3 mois de clôture)
<b>Champ géographique</b>	SENEGAL
<b>Coût total</b>	6.392.030 EUR
<b>Partenaire de mise en œuvre</b>	FIIAPP
<b>Partenaires associés</b>	Garde Civile (Espagne), Gendarmerie Nationale (France), Arme des Carabiniers (Italie), Garde nationale républicaine (Portugal).
<b>Groupes cibles</b>	Gendarmerie Nationale sénégalaise - Ministère des Forces Armées Les communautés de la frontière Est du Sénégal (Mauritanie – Mali).
<b>Bénéficiaires finaux</b>	Population sénégalaise transfrontalière des zones reculées, Gendarmerie Nationale, communautés locales.
<b>Objectif général</b>	<b>OG :</b> Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Sénégal, y inclus dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable pour son développement socio-économique durable.
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS.1 :</b> Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la GN afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières du <b>Sénégal</b> , y inclus dans les zones reculées et limitrophes. <b>OS.2 :</b> Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale, principalement avec la Mauritanie et le Mali, et ainsi contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, y compris celles posées par les réseaux terroristes et de criminalité organisée.
<b>Résultats escomptés</b>	<b>Résultat 1.1:</b> La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la GN est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI (Groupe d'Action Rapide-Surveillance et Intervention). <b>Résultat 1.2:</b> L'interopérabilité entre le GAR-SI Sénégal et les forces de défense et de sécurité (y inclus les unités GAR-SI) de la Mauritanie et du Mali est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.
<b>Domaines d'intervention du Fonds fiduciaire</b>	<b>Objectif n°3 :</b> Améliorer la résilience des communautés, notamment les plus vulnérables, de même que celle des réfugiés et des personnes déplacées. <b>Objectif n°4 :</b> Amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits et la réduction du déplacement forcé et de la migration irrégulière.
<b>Domaines d'intervention du Plan d'action de la Valette</b>	<b>Domaine 1 :</b> Avantages des migrations en termes de développement et lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées <b>Domaine 4 :</b> Prévenir la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains et lutter contre ces phénomènes.

## 2. Portée de l'action

### 2.1. Logique et pertinence de l'action

La demande sécuritaire actuelle des populations sénégalaises nécessite de la part de l'Etat une réponse efficace, notamment un renforcement de sa présence dans les zones éloignées de Dakar, plus particulièrement aux frontières Est du Pays, dans les territoires reculés à proximité de la Mauritanie et du Mali.

L'escadron GAR-SI disposera, à la demande du Haut-commandant de la Gendarmerie sénégalaise,

La mise en place de l'unité composée de personnels formés et entraînés pour faire face à différents types de menaces (*terrorisme, criminalité organisé, trafics divers*) vient directement **compléter et renforcer le dispositif existant** ;

Les moyens spécifiques mis en dotation au GAR SI sont de nature à **accroître la capacité opérationnelle** de la gendarmerie et les caractéristiques particulières du GAR-SI (*robustesse, flexibilité, polyvalence, autonomie*) offrent de **nouveaux types d'action pour exécuter la surveillance générale** du secteur (*nomadisation accrue grâce à des moyens de déploiement performants – camion « vie en campagne » - nouvelle dynamique*) et pour intervenir en cas de besoin (*troubles à l'ordre public*).

Les populations bénéficieront d'une meilleure couverture sécuritaire (*Police de proximité*) et les rapports avec les forces de sécurité seront améliorés grâce à des liens réguliers

Les mouvements des délinquants seront davantage contrôlés ; la gêne créée par la présence marquée des patrouilles du GAR-SI aura une incidence directe sur leur activité et réduira par conséquent le sentiment d'insécurité.

Enfin, le GAR-SI aura la capacité d'effectuer des opérations conjointes avec les autres forces nationales présentes dans la zone (*Gendarmerie, police, armée, douane*) ainsi que des missions coordonnées avec les forces de sécurité (dont les unités GAR-SI).

Tous ces efforts doivent directement contribuer à un meilleur développement économique et social de la zone ciblée.

### 2.2. Objectif général et objectif(s) spécifique(s)

**Objectif général** : Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation des zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition pour leur développement socio-économique durable, en visant deux objectifs spécifiques



**Objectif spécifique 1 : Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la gendarmerie afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières du Sénégal avec le Mali et la Mauritanie v compris dans les zones reculées et limitrophes**

Le projet a débuté le 3 octobre 2017 au Sénégal avec la phase de diagnostic qui a permis, en lien permanent avec les instances du Pays, force bénéficiaire notamment, et en coordination avec la délégation de l'union européenne du Sénégal de dresser un état des lieux actualisé (*forces sécuritaires, menaces, acteurs*) afin de cibler au mieux les zones d'implantation et d'intervention de la future unité GARSI.

**Objectif spécifique 2 : Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale avec les forces de défense et de sécurité du Mali et de la Mauritanie et contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, notamment celles posées par la migration irrégulière, les réseaux terroristes et ceux de la criminalité organisée**

### 2.3. Résultats escomptés

#### Résultat 1

**La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI au Sénégal**

#### Le GAR-SI :

- améliore le service de la gendarmerie sénégalaise et génère une nette augmentation de sa visibilité dans les zones reculées et transfrontalières, difficilement couvertes par ses effectifs aujourd'hui.
- complète le plan d'emploi et d'intervention des unités de terrain entraînant une plus grande prise en compte de la surveillance et du contrôle du territoire (*flux routiers, mouvement de populations, ...*),
- participe à la surveillance et au contrôle des frontières pour en réduire la porosité
- accroît la réponse judiciaire (*recueil des plaints, répression des infractions, règlement des conflits, ...*).

Au final, la Gendarmerie Nationale est mieux préparée pour lutter contre toutes les formes d'insécurité. L'effet de dissuasion faisant réduire le sentiment d'insécurité (*affaires judiciaires mieux prises en compte, interventions plus rapides*). La réponse de l'Etat satisfait davantage les populations.

#### Résultat 2

**L'interopérabilité entre le GAR-SI Sénégal et les forces de défense et de sécurité (y inclus les unités GARS-SI) du Mali et de Mauritanie est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée**

### Le GAR-SI :

- appuie
- intervient dans le cadre :

Le contact étroit avec les populations favorisera le recueil du renseignement ; il contribuera à la diminution des activités des bandes criminelles organisées et à la normalisation de la vie des habitants.

Le développement social, économique des communautés sera amélioré.

#### **2.4. Activités spécifiques et méthodologie**

Toutes les activités sur lesquelles porte le contrat sont structurées autour de 5 axes principaux pour atteindre les résultats et parvenir à l'État Final Désiré (EFD) :

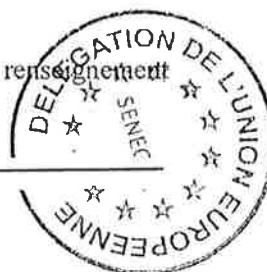
- 1- **Établissement d'un cadre juridique** : garantir les aspects tenant à l'organisation, au fonctionnement ainsi qu'à la pérennité du GAR-SI ;
- 2- **Réalisation d'une formation spécifique des personnels (cadres, formateurs et personnels de base)** : le programme d'instruction est élaboré en fonction des besoins spécifiques du GAR-SI ; l'enseignement est réalisé par des experts appartenant aux 4 Pays du consortium du projet. Une première phase de formation est spécialement destinée au cadres du GARSi et à des formateurs relais appartenant à l'unité (28 *personnels*) ; elle aura lieu \_\_\_\_\_ au Centre d'Entraînement Spécial de la Garde Civile espagnole (*deux mois*) ; elle sera suivie d'un complément de formation d'un mois \_\_\_\_\_

La formation au personnel de base interviendra à l'issue, \_\_\_\_\_ ; la durée de l'enseignement est fixée à 2 mois \_\_\_\_\_

Seront aussi dispensées trois autres formations :

- au profit des spécialistes des cellules police judiciaire et renseignement
- au profit des personnels de soutien

Elles auront également lieu \_\_\_\_\_



L'élaboration des programmes de formation sera effectuée avec l'appui d'un expert (*1er mois de la phase de mise en œuvre*) à partir des modules déjà établis.

Préalablement à la formation (*1er mois de la mise en œuvre*) se tiendra la phase de sélection et de recrutement des personnels de l'unité avec l'appui d'un expert.

**3-Dotation particulière en équipements et matériels :** un expert de la direction projet s'est déplacé au Sénégal pour identifier, en coordination avec les services techniques du Haut-Commandement de la Gendarmerie (CTGN) et l'équipe coordination du projet, les besoins du GAR-SI (*matériels collectifs et individuels*) ; une liste a été établie (*annexe 3 du plan d'action*).

Validée par le Haut-commandant de la gendarmerie, elle sera utilisée par l'équipe technique de la direction projet, chargée de l'exécution du plan d'achat avec la FIIAPP.

Des caractéristiques particulières ont été déterminées en fonction des matériels considérés, notamment une nécessaire compatibilité avec les moyens déjà utilisés au sein de la gendarmerie sénégalaise.

Une interopérabilité a aussi été recherchée pour les moyens transmissions ; à cet effet, un expert a procédé à une étude terrain lors d'un déplacement réalisé sur le terrain (*Sahel*). Des échanges ont été effectués par messagerie depuis le Sénégal (*coordination projet en lien avec gendarmerie sénégalaise*).

Les responsables techniques de la gendarmerie sénégalaise ont aussi souhaité porter l'effort sur la capacité de nomadisation du GAR SI ; à cet effet, des moyens spécifiques sont retenus (*2 camions équipés en base vie*).

Le cantonnement habituel de l'unité sera réalisé par la partie sénégalaise

**4- Élaboration d'un système de mentoring et d'évaluation :** la capacité opérationnelle initiale (*IOC*) et la capacité opérationnelle maximale (*FOC*) feront l'objet d'évaluations afin de mesurer l'aptitude du GAR-SI à conduire des missions en autonomie ;

**5- Établissement et développement d'une interopérabilité :** le GAR-SI Sénégal doit aussi intervenir lors d'opérations conjointes avec d'autres forces

## Résultat 1

**La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI au Sénégal**

L'unité GAR-SI pourra être opérationnelle en **8 mois** à partir du début de la phase de mise en œuvre ; les tableaux suivants font apparaître les activités à mener et le calendrier prévisionnel :

Tableaux des activités spécifiques et méthodologie -- Résultat 1

Axe 1 – Elaboration d'un cadre juridique ( <i>Phase de diagnostic</i> )				
Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie



Axe 2 – Sélection et formation				
Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie
<b>R1. A2 :</b> Elaboration Programme Pédagogique et Plan de Formation	Mois 1 et 2	Equipe de Coordination, experts Court terme	GN	- Définition des matières à enseigner avec GN -Etude disponibilités structures sénégalaises
<b>R1. A3 :</b> Définition profil du personnel et sélection	Mois 1 et 2	Equipe de Coordination, experts Court terme	GN	Déterminer profils requis -- critères -- procédure appel candidatures et de sélection
<b>R1. A4 :</b> Formation du personnel	Cadres et formateurs Espagne	Cadre formateurs CAE Logroño Experts court terme	GAR-SI	Programme CAE
	Cadres et formateurs Sénégal	Experts court terme	GAR-SI	Selon plan de formation et programme
	Cours de base 2 mois Sénégal	Experts court terme	GAR-SI	Selon plan de formation et programme
	Cours cellule police judiciaire 15 jours - Sénégal	Experts court terme	GAR-SI	Selon plan de formation et programme
	Cours cellule renseignement 1 semaine - Sénégal	Experts court terme	GAR-SI	Selon plan de formation et programme
	Cours équipe maintenance 1 semaine - Sénégal	Experts court terme	GAR-SI	Selon plan de formation et programme

Le programme définitif de formation sera élaboré par l'équipe de coordination et la gendarmerie sénégalaise avec l'appui technique de deux experts déplacés au Sénégal.



Axe 3 – Achats et infrastructures				
Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie
R1. A5 : Dotation du GAR-SI	prevu pour 1 aout	FIIAPP et équipe technique direction projet	GAR-SI GN	-Elaboration liste avec GN -Exécution du plan d'achat en conformité avec réglementation des marchés

Axe 4 – Evaluation du GAR-SI				
Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie
R1. A6 : Elaboration systèmes mentoring et d'évaluation (IOC – FOC)	Mentoring du 9 <sup>ème</sup> au 17 <sup>ème</sup> mois  IOC : mois 8, 11, 14  FOC : mois 17	Equipe de coordination  Experts court-terme  Déplacement	GAR-SI GN	-Planification d'exercices -Evaluations en situation opérationnelle

### Calendriers

#### Axe 2 – Sélection et formation

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 17
SYSTEME SELECTION										
PROGRAMMES DE FORMATION										
FORMATION CADRES ET FORMATEURS RELAIS (PHASE 1 ESPAGNE)										
FORMATION CADRES ET FORMATEURS RELAIS (PHASE 2 SENEGAL)										
FORMATION DE BASE (SENEGAL)										
FORMATION SPECIALITES RENSEIGNEMENT POLICE JUDICIAIRE										

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 17
MAINTENANCE (SENEGAL)										

### Axe 3. Achats et infrastructures

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 17
IOC										
Mentoring (UNITÉ OPERATIONNELLE)										
FOC										

Sélection matériels et équipements effectuée – Liste établie et validée par Haut-commandement gendarmerie – Procédure plan d'achat en cours – livraison : 6 mois

### Axe 4. Evaluation de l'unité

#### Phase de clôture

3 mois supplémentaires sont ensuite consacrés à la clôture du projet (Total : 20 mois)

### Résultat 2

#### **L'interopérabilité entre les forces homologues - unités GAR-SI et d'autres forces de défense et de sécurité du Mali et de Mauritanie**

L'interopérabilité des Unités GAR-SI avec celles des pays frontaliers est un des objectifs du modèle. La formation homogène des unités de type GAR-SI y contribue directement, de même que la compatibilité de ses moyens (*transmissions notamment*), (*sous réserve d'accords internationaux pour une action commune*).

La possibilité de mener des opérations conjointes et de se soutenir mutuellement sera l'un des atouts de ces unités, tant du point de vue sécuritaire que pour le soutien à des opérations militaires.

L'impact attendu de la création des Unités GAR-SI \_\_\_\_\_ avec pour conséquence une diminution de l'influence des bandes criminelles.

Un meilleur niveau sécuritaire des populations dans ces zones favorisera aussi le développement social et économique qui entrainera une diminution de la migration.



**Tableau des activités spécifiques et méthodologie – Résultat 2**

Axe 5 – Interopérabilité et coopération				
Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie
<b>R2. A1</b> : le GAR-SI mène des opérations dans les zones frontalières en coordination avec les FDS des pays voisins	A partir du mois 8 jusqu'à fin projet	Unité GAR-SI, équipe de Coordination		En coordination avec les FDS maliennes et mauritaniennes Y inclus GAR-SI Mali et Mauritanie S'assurer présence accords entre Pays si passage d'une force en zone voisine
<b>R2. A2</b> : Le GAR-SI mène des opérations conjointes dans les zones frontalières	A partir du mois 8 jusqu'à fin projet	Unité GAR-SI, équipe de Coordination		En coordination avec autres forces nationales de sécurité (Police-douane)

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 17
Interopérabilité										
Opérations conjointes										

### Calendrier

La description détaillée de chaque activité est indiquée dans le **Plan d'action** validé par le Comité de pilotage le 09 février 2018.

### 2.5. Répartitions des coûts et dépenses des coûts opérationnels entre le projet et le Sénégal.

#### A) Équipement

La sélection des matériels et équipements destinés au GAR-SI Sénégal a été conduite lors de réunions organisées avec les responsables techniques de la gendarmerie sénégalaise.

Ces études ont ensuite permis de catégoriser les types de moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.

Des équipements spéciaux ont été retenus :

- Drones : destinés à donner une réelle capacité d'observation à l'unité (*diurne et nocturne*), ils permettent de recueillir des informations "terrain" utiles aux interventions

- Caméras thermiques et jumelles de visée nocturne : aide à l'intervention (

Un expert technique de la direction projet s'est déplacé au Sénégal et différentes réunions programmées avec le point focal gendarmerie, les POC secondaires et les personnels des services techniques ont abouti à l'élaboration de la liste des matériels et équipements collectifs et individuels pour équiper le GAR-SI et ses personnels.

Les caractéristiques de la zone d'engagement de l'unité sont prises en compte de même que la nécessaire compatibilité pour les matériels transmissions (menée par un expert technique dépêché au Sahel afin d'opérer les choix techniques adaptés).

Les niveaux de performance des équipements de protection balistique sont aussi pris en compte.

Les appels d'offre pour les véhicules font apparaître une demande de prise en compte de maintenance des matériels par le concessionnaire qui doit être présent dans le Pays, des formations au profit de l'équipe de soutien du GAR-SI et la fourniture de kit de pièces de rechange.

**B) Coûts opérationnels et contribution de la partie sénégalaise**

Les coûts de fonctionnement des différentes formations assurées au Sénégal (*carburant-électricité – matériels pédagogiques, ...*) sont pris en compte par la partie sénégalaise.

Les coûts opérationnels correspondant à la période située après la formation (c.a.d., à partir du mois 8 de la phase de mise en œuvre) seront pris en compte par la gendarmerie sénégalaise.



## 2.6 Calendrier du projet GAR-SI sahel au Sénégal

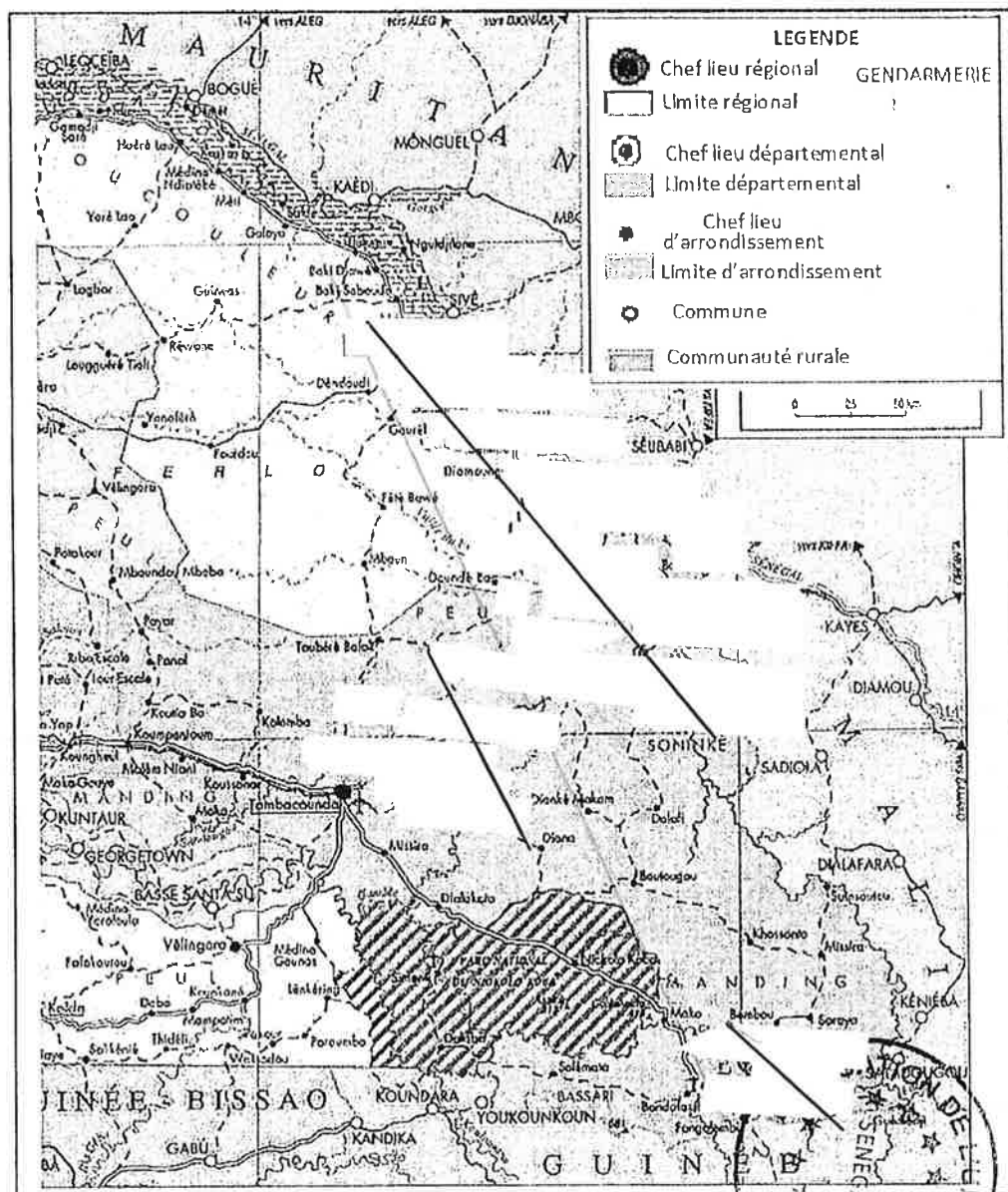
Mois		PHASE DE MISE EN ŒUVRE												PHASE DE CLOTURE												
Activités		Novembre	Décembre	Janvier.18	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Aout.	Septembre	Octobre.	Novembre	Décembre	Janvier/19	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	
Evaluation.	Comité Pilotage.																									
	Processus Sélection.																									
	Phase de mise en œuvre																									
	Plan de Formation.																									
	Cours de Cadres.						09a vri		20 Juill et																	
	Cours de Formateurs.						09 avri		20 juill et																	
	Cours de Bases pour les cadres et coordinateurs effective complete150											03 sep	26 oct													
	Cours de Spécialistes.														09 nov											
	Livraison équipement																									
	IOC														19/ 23 nov											
Conseil et mentoring	Mentoring et Monitoring.														09 nov							09 juill				
	FOC.																					01/ 05 juill				
	Clôture.																									09 oct

### 3. Champ géographique

Le GAR-SI sera basé dans la région \_\_\_\_\_

Le cadre géographique de son lieu d'action habituel se situe dans \_\_\_\_\_

Enfin, la gendarmerie sénégalaise dispose d'une capacité d'accueil de l'unité \_\_\_\_\_



Le groupe cible prioritaire visé par le GAR-SI

[illegible]

16



[illegible]

SENEGAL		
TYPE DE MATERIEL	UNITES	OBSERVATIONS
<b>5.- EQUIPES DE SURVEILLANCE ET OBSERVATION</b>		
<b>6.- MOYENS COLLECTIFS DE SUBSISTANCE</b>		
<b>7.- TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>		
<b>8.- MATERIEL INFORMATIQUE</b>		

SENEGAL		
TYPE DE MATERIEL	UNITES	OBSERVATIONS
9.- MATERIEL D'INTERVENTION		
10.- MATERIELS DIVERSES		
11.- SANTÉ TACTIQUE		
12.- VEHICULES		

## 6. Hypothèses et risques

Risques	Niveau de risque (H/M/F)	Mesures d'atténuation
Les infrastructures pour la formation ne sont pas prêtes pour la formation au pays	F	- Les écoles de la gendarmerie sénégalaises disposent d'une bonne capacité de formation et sont en mesure de répondre aux besoins liés à la création du GAR-SI ; le commandant des écoles s'y est déjà engagé
Des matériels ne sont pas encore livrés au moment de la formation	F	- Des matériels de la GN pourront être utilisés pour les premières phases
Le nombre d'échecs et/ou abandons entre le personnel sélectionné est supérieur aux prévisions	M	- Les critères de sélection des personnels doivent être respectés. L'effectif minimum de l'unité étant de <del>une</del> une marge de 10% sera constituée lors de la formation de base.
Les risques pour la sécurité augmentent dans une zone non prévue pour le déploiement de l'Unité	M	- La flexibilité de l'Unité lui permettra d'intervenir dans ce contexte
Les autorités nationales souhaitent engager le GAR-SI pour des missions non prévues	F	- Le cadre juridique précisera les missions du GAR-SI et l'unité devra obtenir l'accord du Haut-commandant pour tous ses engagements opérationnels
Une crise politique modifie le contexte	M	- Le caractère opérationnel du GAR-SI doit le préserver du risque de dissolution
Une cause exceptionnelle interdit l'emploi de l'unité dans la zone initialement prévue	F	- L'Unité pourra être basée dans un autre lieu.

H = Haute ; M = Moyen ; F = Faible.

## 7. Questions transversales

Le projet GAR-SI a été conçu dans le but de contribuer à un environnement de sécurité régionale au Sahel plus spécialement au Sénégal.

Il s'agit aussi de compléter d'autres projets existants en soutenant les autorités nationales à étendre leur intervention dans des zones où la présence de l'Etat est actuellement limitée.

Rappel : Le GAR-SI n'est pas une force d'intervention spéciale, il est une force spécialisée polyvalente, flexible, robuste et proche des populations qui peut à tout moment mener des interventions spéciales.

## 8. Durabilité

Les autorités sénégalaises montrent en permanence une réelle volonté de s'approprier le projet GAR-SI. La force bénéficiaire (*Gendarmerie*) s'engage fortement pour permettre la création de la nouvelle unité (projet de construction d'un site immobilier destiné au GAR-SI financé par le Sénégal – prise en

compte des coûts de fonctionnement du centre où seront assurées les formations des personnels du GAR-SI).

La pérennité du GAR-SI Sénégal sera garantie par le **décret signé le 1<sup>er</sup> mars 2018** ; il ne se limite pas à créer l'unité et à définir son fonctionnement mais présente des dispositions pour encadrer le recrutement, la gestion des personnels (*Ressource et formation avec la présence de formateurs relais au sein même de l'unité*) et des matériels (*maintenance*), l'aspect budgétaire, notamment avec des obligations destinées à assurer les financements utiles à la continuité de l'action.

L'homogénéité du GAR-SI sera ainsi préservée.

## **9. Actions complémentaires et coordination**

Le GAR-SI mettra à profit toute opportunité lui permettant une forme de complémentarité avec d'autres projets sécuritaires, notamment le Programme de coopération pour la sécurité intérieure entre le Sénégal et l'Union européenne" (SENSEC) qui vient de débiter au Sénégal et avec lequel il y aurait des synergies, notamment dans le domaine de la formation. Ce programme de € 10 millions financé par le 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement vise l'atteinte de deux objectifs spécifiques. D'une part, elle renforcera les capacités des services de sécurité intérieure pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé ainsi que pour améliorer le contrôle et la surveillance des frontières (notamment vis à vis de la migration irrégulière). D'autre part, elle contribuera à améliorer la gouvernance du système de sécurité intérieure, en particulier eu égard aux questions de redevabilité, intégrité, transparence et participation mais également de gestion stratégique, de gestion des ressources humaines et de coordination opérationnelle.

De ce fait, des synergies d'action seront recherchées et la coordination permettra de renforcer la coopération en vue d'une meilleure efficacité pour atteindre les objectifs.

## **10. Expertise et gestion du projet**

### **10.1. Parties prenantes**

La FIAPP est l'organisation contractante en charge de la coordination, de l'exécution du projet en accord avec les lignes directrices de l'Union Européenne. L'expertise et la gestion du projet est garantie par un consortium de pays européens intégrés par les gendarmeries de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Portugal.

Dans le cas du Sénégal, il s'agit d'un coordinateur français, d'un coordinateur adjoint italien, et plusieurs experts courts termes. Ils ont tous une vaste expérience en ce qui concerne les projets de coopération internationale destinés au renforcement des structures de l'État de droit, au contrôle de l'immigration irrégulière, à la surveillance de frontières et à la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

Les Gendarmeries des pays européens, dont l'Espagne et la France, jouent un rôle très actif dans la zone civile avec une vaste expérience en ce qui concerne les projets de coopération internationale destinés au renforcement des structures de l'État de droit, au contrôle de l'émigration irrégulière, à la surveillance de frontières et à la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, font de la Gendarmerie un instrument adéquat pour ce type d'intervention.

### **Espagne (Chef de file)**

Pour ce projet, l'Espagne a le soutien de la garde civile (Guardia Civil), en tant que corps policier intégral, avec des compétences et des capacités dans pratiquement tous les domaines policiers et qui a montré ses capacités dans la lutte antiterroriste et surveillance de frontières ainsi que le contrôle du territoire où elle est déployée.



La garde civile a une vaste expérience en ce qui concerne les projets de coopération internationale destinés au renforcement des structures de l'État de droit, au contrôle de l'émigration irrégulière, à la surveillance de frontières et à la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, font de ce corps policier un instrument adéquat pour ce type d'intervention.

Il faut aussi signaler ses liens avec autres forces de Gendarmerie comme la France, l'Italie et le Portugal depuis des années en constituant organisations comme FIEP ou EUROGENDFOR.

#### France.

Pour des raisons historiques, culturelles et linguistiques, la France est particulièrement présente et impliquée dans cette région d'Afrique, notamment pour ce qui concerne la coopération en matière de sécurité.

La gendarmerie nationale contribue naturellement à ces actions de coopération et dispose d'une solide expérience dans cette zone. En effet, force armée investie d'une mission de sécurité et de paix publiques, appelée à agir aussi bien dans le champ de la police judiciaire, que celui du maintien de l'ordre ou de l'action militaire, elle réunit tous les caractéristiques d'une "force de continuité". Quelles que soient les circonstances (paix-crise-guerre), elle assure la continuité de l'action de l'Etat, sur l'ensemble du territoire français. En outre, elle est également déployée à l'étranger, dans le cadre d'opérations civiles ou militaires, à la fois pour des missions de sécurisation des intérêts français mais également en soutien des armées ou dans le cadre de missions de réforme du secteur de sécurité et de renforcement de l'état de droit.

La gestion du Projet en France est exercée par CIVIPOL, une société de conseil et de service spécialisée dans la réalisation et la conduite de projets d'assistance technique et de coopération dans les domaines des affaires intérieures et du renforcement institutionnel.

#### Portugal

Prenant en compte les intérêts nationaux dans la région, le Portugal participe à l'effort européen pour consolider l'environnement de sécurité dans certains pays du Sahel.

#### Italie

L'Arme des Carabinieri a une vaste expérience internationale dans tout type de missions, non seulement dans la gestion de crise, mais aussi dans d'autres missions de coopération policières. Elle possède une longue expérience dans de différents scénarios, y compris l'Afriques et plus concrètement le Sahel. Il convient de noter sa participation dans le projet Contre-terrorisme Sahel I et EUCAP Sahel-Mali.

### **10.2. Gouvernance de l'action**

Le suivi de l'exécution du projet sera assuré par un mécanisme de pilotage à deux niveaux : pilotage général et pilotage national.

#### **Comité de Pilotage Général (COPIL-G)**

Le Comité de pilotage général décidera des orientations générales du Programme GARSI Sahel dans les six pays bénéficiaires et assurera la cohérence des activités menées dans les différents pays concernés. Il se réunira, de façon indicative, une fois par an à Bruxelles, ou plus si besoin, et sera présidé par la Commission Européenne (*représentant du Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique*) et associera des services du siège (*Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement – DG DEVCO, Service Européen pour l'Action Extérieure – SEAE, Bureau du*

*Représentant Spécial de l'UE au Sahel, etc.*), le Directeur du projet, les délégations concernées, les représentants de chaque pays bénéficiaire et les partenaires de mise en oeuvre).

Les coûts de ce comité de pilotage général sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01 qui gère toutes les questions communes, régionales et de coordination du GARSI SAHEL dans le 6 pays d'intervention (Direction du projet, équipe d'appui technique, équipe d'appui administrative, visibilité évaluation, etc).

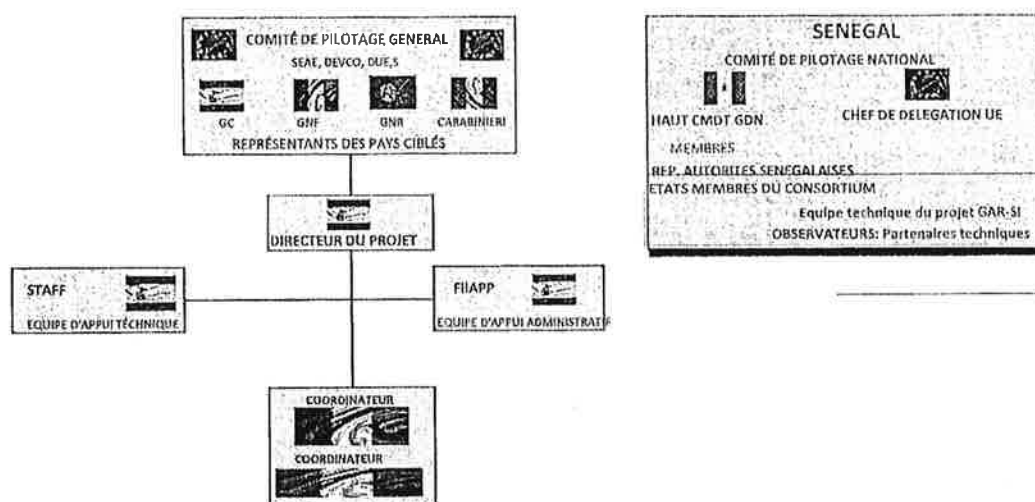
### Comité de Pilotage National (COPIL-N)

Un Comité de pilotage national sera constitué au Sénégal. En liaison avec le Comité de pilotage général, ce Comité décidera des orientations du projet au niveau national, y compris de la définition du dialogue politique à mener au Sénégal.

Des Termes de Référence (TdR) spécifiques déclinent la mission, les objectifs, la composition et les règles de fonctionnement dudit Comité de pilotage national.

## 10.3. Structure de gestion

### Organigramme de la gouvernance du projet



## 10.4. Organigramme et localisation

Une structure de direction, coordination et liaison a été établie à Madrid. Cette structure facilitera la cohérence et l'homogénéité du projet en étroite coopération avec les équipes sur place dans chaque pays, le lien avec les autorités locales ainsi qu'avec toute autre initiative pertinente.

Sur la base des indications fournies par les équipes sur place, cette structure sera aussi chargée de la préparation du plan de travail, assurera également une communication fluide avec les pays bénéficiaires et une mise en œuvre effective de toutes les activités du projet.

Ce travail de direction et de coordination va être assuré par le **Directeur du projet** (Guardia civil espagnole), basé à Madrid avec des missions fréquentes sur le terrain afin de superviser le développement





du projet, maintenir des contacts avec les autorités locales et rester en contact permanent avec la réalité du terrain.

**L'Equipe d'appui technique (Staff), basée à Madrid**, se compose de trois experts de la Guardia Civil espagnole (*deux membres au niveau de la Direction et un membre d'appui technique*) à plein temps. Les postes de direction auront la responsabilité de coordonner la correcte exécution du projet en accord avec les lignes directrices du Directeur du projet et de l'Union européenne, en maintenant l'interopérabilité, l'homogénéité et le caractère régional de celui-ci.

**L'Equipe d'appui administratif (FIAPP), basé à Madrid**, se compose d'un coordinateur institutionnel, chargé à plein temps de la coordination et de la gestion général au niveau du bureau de la FIAPP, un expert de Finance ———, un expert en Logistique ——— et un administrateur.

*Comme mentionné sous 10.2 ces coûts sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01.*

### **Équipe coordination au Sénégal**

L'équipe est composée d'un coordinateur (*français*) et d'un adjoint (*italien*).

Les experts sont chargés de coordonner les activités au niveau local, y compris le suivi régulier avec les autorités nationales et la Délégation de l'UE. Ils s'appuient sur des expertises techniques ponctuelles court-terme en liaison avec la Direction du projet.

---

## **11. Monitoring et suivi du projet**

### **11.1. Monitoring, évaluation et audits**

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fera partie intégrante des responsabilités de l'organisation de mise en œuvre. À cette fin, le suivi quotidien du projet sera assuré par l'équipe de terrain avec l'appui des équipes techniques et administratives basées à Madrid. Tant les équipes sur place que le Directeur du Projet et les bureaux d'appui devront tenir régulièrement informés la Délégation de l'UE et le Comités de pilotage de l'état d'exécution de l'Action.

Avec l'appui des équipes techniques et administratives ainsi qu'avec l'appui d'une expertise court-terme spécialisée, le Directeur du Projet sera responsable de l'élaboration et mise en œuvre d'une stratégie/méthodologie de suivi du projet (Monitoring and Evaluation Plan), conformément aux critères établis en accord avec l'Autorité Contractante après la phase de diagnostic. Il sera aussi en charge de la mise à jour du cadre logique, y compris en termes d'indicateurs de suivi (Annexe I.1) qui seront actualisés sur la plateforme AKVO.

Deux évaluations externes conduites par des experts indépendants seront réalisées : une à mi-parcours et l'autre à l'issue de la phase de mise en œuvre. Le choix des questions d'évaluation se fera en accord avec la Délégation de l'Union européenne et sera formalisé par l'élaboration de Termes de Référence avec l'appui d'une expertise court-terme spécialisée. A priori, elles découlent de la logique d'intervention du projet. Ces questions portent essentiellement sur le lien causal entre les résultats et l'atteinte des objectifs spécifiques. L'évaluation a comme objectifs, la révision du progrès dans la mise en œuvre du projet, aussi bien que l'identification des potentiels problèmes d'exécution et de conception du projet, identification des leçons apprises et formulation des recommandations spécifiques pour améliorer l'exécution et les modalités de mise en œuvre des activités.

---



Sur la base du suivi constant mené par la Délégation de l'UE, elle pourra procéder à une évaluation finale pour l'ensemble de l'action et si jugée nécessaire, à une évaluation à mi-parcours (sur une ou plusieurs composantes de l'action). Ces évaluations se feront par l'intermédiaire de consultants indépendants. L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre les éventuels problèmes se présentant dans les composantes évaluées.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Délégation de l'UE analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation de l'Action.

*Comme mentionné sous 10.2 ces coûts sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01.*

En outre, un Audit financier, prévu dans le budget final, sera mené par des consultants indépendants. Celui-ci permettra une comparaison entre les objectifs et des moyens prévus ou utilisés.

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Délégation de l'UE peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement des évaluations et audits commandités par la Commission sera couvert par une autre mesure.

### **11.2. Rapportage**

Le Coordinateur pays et son adjoint seront en charge de l'élaboration d'un rapport trimestriel de l'état d'avancement du projet au Sénégal, ou de tout autre document demandé par la DUE. Ce rapport devra indiquer les progrès réalisés, y compris par rapport aux indicateurs du cadre logique. À la fin de la mise en œuvre du projet, ils seront aussi responsables de l'élaboration d'un rapport final incluant une analyse détaillée des activités mises en œuvre, les résultats obtenus, aspects critiques rencontrés, recommandations, et des détails des dépenses (*y compris l'équipement*), qui seront responsabilité de FIIAPP.

Les rapports intermédiaires et finaux ainsi que leur contenu, seront rédigés suivant les indications de l'article 3 des Conditions Générales au contrat.

### **12. Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE est une obligation légale pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Conformément à l'art. 8 des Conditions générales, un plan de communication et de visibilité, complété aux 6 pays du projet GAR-SI, a été rédigé, suivant le manuel de communication et de visibilité pour l'action extérieure de l'Union européenne. Toutes les activités ainsi que tous les supports de communication et de visibilité produits dans le cadre de ce contrat suivront aussi le nouveau Manuel



de Communication de l'UE [https://ec.europa.eu/europeaid/communication-et-visibilite-des-actions-exterieures-de-lue-lignes-directrices-lintention-des\\_fr](https://ec.europa.eu/europeaid/communication-et-visibilite-des-actions-exterieures-de-lue-lignes-directrices-lintention-des_fr).

Les partenaires de mise en œuvre devront tenir en compte d'autres instructions éventuelles fournies par la Délégation de l'UE au Sénégal ou par l'équipe Fonds fiduciaire au siège, au cours de la mise en œuvre de l'action : les produits de communication seront préalablement envoyés à la chargée de communication de l'équipe Fonds fiduciaire au siège et à la Délégation de l'UE, avant publication / distribution.

La visibilité de l'UE et de l'action elle-même doit être assurée par des mesures de communication et d'information appropriées tout au long de la mise en œuvre de l'action, y compris auprès des médias. Néanmoins, la confidentialité de certaines activités peut conduire à des arrangements spécifiques limitant leur circulation et l'information sur le sujet.

La Délégation de l'UE sera régulièrement informée et impliquée dans la mesure du possible pour la conception et la mise en œuvre des activités de cette action, y compris en ce qui concerne les événements de visibilité et réunions.

Ainsi, les points suivants seront développés :

Présentation des résultats et de l'impact produit par le GAR-SI ;

Promotion de l'appropriation par les bénéficiaires ainsi que leur engagement politique ;

Sensibilisation des autorités administratives et coutumières ainsi que des populations sur l'existence du GAR-SI et le rôle qu'il va jouer sur le terrain.

Les événements officiels qui seront organisés tels que :

- Les réunions du Comité de pilotage national
- Le départ des stagiaires en Espagne
- La cérémonie de réception du matériel prévu pour l'Unité
- La cérémonie de remise de diplômes
- La présentation officielle de l'Unité

Toutes ces actions seront des occasions pour promouvoir la communication et la visibilité de l'UE.

Leur médiatisation aussi bien par les organes de presse nationaux et internationaux va rejaillir sur l'UE et renforcer son crédit auprès non seulement des corps policiers, mais aussi des populations qui se sentiront protégées par la nouvelle Unité.

Le public sera informé de l'action de l'Union Européenne en tant que bailleur.

D'autres organisations internationales seront également informées de l'action de l'UE et son prestige ne fera que grandir auprès d'elles. Cette visibilité aura un impact certain sur le renforcement de la coopération entre les différentes institutions concernées.

Tous ces aspects sont inclus dans le Plan de Communication global élaboré pour le projet.

*Comme mentionné sous 10.2 ces coûts sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01.*

# ANNEXE I.1 - CADRE LOGIQUE DU PROJET GAR-SI SENEGAL

	Chaine de résultats	Indicateurs	Points de référence (et année de référence)	Valeur actuelle (Date de référence)	Cibles (Et année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général	I.1 La sécurité des populations du Sénégal (ainsi que de l'ensemble de la région) est améliorée, y compris dans les zones isolées et transfrontalières, comme condition préalable pour son développement socio-économique durable	O.G.1.1. Le nombre d'attentats terroristes continue d'être zéro avec l'Unité GAR SI déployée au Sénégal	0	0	Oui(2019)	Statistiques collectées par la Gendarmerie Nationale au Sénégal	- Il est supposé l'augmentation et le renforcement de forces de sécurité capables de répondre aux gestions de crises sur des kilomètres de frontières sénégalaise
		O.G.1.2 Le dialogue et la confiance entre la population locale et les forces de défense et de sécurité se sont améliorés dans la zone où l'Unité est déployée	Pas de références.		Oui	Rapport Annuel du Projet GAR SI au Sénégal	- Il est supposé que l'accroissement de la collaboration citoyenne en matière de partage d'information avec les forces de défense et de sécurité témoignerait d'une amélioration de son degré de confiance envers les forces de sécurité - Il est supposé une amélioration des canaux de communication et dialogue entre la population et les forces de sécurité sénégalaises
Objectif(s) spécifique(s):	O.S.1 Les conditions d'une meilleure coopération transfrontalière et régionale pour contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, y compris celles imposées par les réseaux terroristes et de criminalité organisée ont été créées	O.S.1.1 Nombre des opérations coordonnées entre l'Unité GAR SI au Sénégal et les autres FDS dont les GAR SI du Mali et de la Mauritanie	0	0	2(2019)	Statistiques collectées par la Gendarmerie Nationale	- Il est supposé la capacité des institutions internationales pour générer des opportunités de coordination et soutenir l'Unité dans les prochaines années avec des formations et renforcement des capacités du personnel
		O.S.1.2 Nombre des opérations conjointes entre le GAR SI au Sénégal et des autres forces de sécurité homologues dans la zone cible	0	0	2(2019)	Statistiques collectées par la Gendarmerie Nationale	- Il est supposé que les différents pays bénéficiaires du projet sont engagés pour créer des espaces de coordination et adopteraient des



O.S.2 La capacité opérationnelle – préventive et réactive – des forces de sécurité sénégalaises est renforcée.	O.S.1.3 Le nombre des institutions engagées dans la coopération inter-institutionnelle après le démarrage du Projet GAR SI a augmenté	0	0	4(2019)	Rapport Annuel du projet GAR SI au Sénégal	recommandations et décisions pour promouvoir la coordination et la cohérence interterritorial et de prendre et appliquer des décisions stratégiques.
	O.S.1.4 Nombre de protocoles de coopération en matière de sécurité établis entre les pays bénéficiaires du projet depuis le début du projet.	0	0	1(2019)	Rapport Annuel du projet GAR SI au Sénégal	
	O.S.2.1 Nombre d'opérations préventives effectuées dans la zone cible où l'Unité est déployée	0	0	10(2019)	Rapport Annuel du projet GAR SI au Sénégal	- Il est supposé que la mise en place d'une structure juridique pour l'établissement de l'Unité GAR-SI est suffisant pour lui donner la légitimité nécessaire
	O.S.2.2. Le nombre d'accords de collaboration de formation et renforcement des capacités, entre les différentes missions opérationnelles dans la zone cible, Tambacounda, ont augmenté	0	0	2 (2019)	- Rapport Annuel du Projet	Il est supposé que les différents Missions opérationnelles dans la zone cible sont engagés pour créer des espaces de coordination
	O.S.2.3 Nombre d'Unités autres que le GAR-SI créés sur le modèle GAR-SI (ou en s'inspirant de l'Unité GAR-SI originelle) au sein de la Police Nationale et/ou la Gendarmerie Nationale.	0	1(2017)	2(2019)	- Rapport Fin du Projet	Il est supposé que l'Unité GAR-SI sera plutôt perçue comme une unité de prestige par le reste des forces et corps de sécurité de l'État avec laquelle le reste voudra collaborer et non pas un groupement d'élite qui suscite méfiance et reste isolé du reste. - il est supposé que la création d'une unité GAR-SI au sein de la Gendarmerie Nationale encouragerait une concurrence

	O.S.3 Le contrôle du territoire et des frontières au Sénégal y inclus dans les zones reculées et limitrophes est plus efficace	O.S.3.1 Nombre de zones ciblées (Km2) par l'Unité GARS	42364 Km2	0			En fonction des services (2019)	Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale	positive au sein des forces et corps de sécurité de l'Etat - Il est supposé l'augmentation et le renforcement des forces de sécurité capables de répondre aux gestions de crises sur des kilomètres de frontières sénégalaises - Il est supposé que les autorités locales soutiennent le projet dans les années suivantes - Il est supposé que l'existence d'un cadre légal donnerait une légitimité suffisante pour que l'Unité puisse fonctionner sans problèmes - Il faut noter l'absence d'alternative en cas d'échec du test FOC (Final Operational Capacity) dans le cadre du projet. Il est conseillé de prévoir des actions alternatives en conséquence
		OS.3.2 Taux d'augmentation de saisies de drogues au Sénégal après la création des Unités GARS au Sénégal					+10%(par rapport à 2018)	Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale	
	E.1. Une Unité GARS est établie et opérationnelle au Sénégal	E.1.1. L'Unité est définie selon les règles de fonctionnement et son institutionnalisation dans le système national sénégalais E.1.2. L'expérience de l'Unité GARS est valorisée et capitalisée par le Gouvernement E.1.3. L'Unité est jugée comme une Unité qui remplit les critères d'atteinte du FOC					Oui	Décret, arrêté	
							Oui	Rapport Annuel du Projet Évaluation Finale du Projet	
Extrants	E.2 Le personnel de l'Unité GARS a acquis toutes les compétences nécessaires pour mener à terme ses tâches	E.2.1 % de résultats positifs de pré-post tests menés par la CAE (Centro de Adiestramientos Especiales/ Centre de formation spécial) avant et après les différentes formations (En Espagne et au Sénégal) E.2.2. % des participants satisfaits de la qualité des formations et de la performance des formateurs	0%				80-100% à la fin de la formation	Évaluation Finale de Formation	- Il est supposé que les participants aux formations ont tiré parti du processus de formation
	E.3 Un cadre juridique adéquat pour l'établissement et l'opérationnalisation de l'Unité GARS afin d'assurer sa	E.3.1. Nombre de normes légales et réglementaires élaborées et adoptées régissant l'établissement, la	0				80-100% (2018)	Évaluation Finale de Formation	- Il est supposé que l'existence d'un cadre légal donnerait une légitimité suffisante pour que l'Unité puisse fonctionner sans



	cohérence avec le système national ainsi que sa durabilité a été défini/adapté et mis en œuvre	structure et le fonctionnement de l'Unité						Sénégal	problèmes
	E.3.2. Arrêté signé par le Forces Armées sénégalaise approuvant l'intégration de l'Unité GAR SI dans la Gendarmerie Nationale	E.3.2. Arrêté signé par le Forces Armées sénégalaise approuvant l'intégration de l'Unité GAR SI dans la Gendarmerie Nationale				Oui		Arrêté de création de l'Unité publié au Journal Officiel de la République du Sénégal	-Il est supposé que les autorités sénégalaises même si des changements d'ordre politique et/ou militaire surviennent, maintiendront leur compromis envers les lignes directrices du projet GAR-SI
	E.4. Des outils de coordination fonctionnels avec d'autres missions et institutions sur le terrain au Sénégal ont été créés et mis en place.	E.3.3. Une ligne budgétaire est prévue dans le budget national pour le maintien de l'Unité (staff, équipement, opérations, etc.)/Non Prévu				Oui (Prévu à la fin première année)		Arrêté de création de l'Unité publié au Journal Officiel de la République du Sénégal	
	E.4.1 Un système de partage d'alerte et de communication est institué avec les Unités des pays bénéficiaires voisins et acteurs tiers agissant sur le terrain au Sénégal	E.4.1 Un système de partage d'alerte et de communication est institué avec les Unités des pays bénéficiaires voisins et acteurs tiers agissant sur le terrain au Sénégal				Oui		Rapport Annuel du Projet	-Il est supposé que les autorités sénégalaises, même si des changements d'ordre politique et/ou militaire surviennent, maintiendront leur engagement envers les lignes directrices du projet GAR-SI
	E.5. L'Unité GAR-SI a été fournie d'une dotation et d'un équipement suffisants et a bénéficié d'une période de soutien et mentoring.	E.4.2 Nombre de formations planifiées pour être effectuées conjointement avec le reste de missions sur le terrain dans le cadre de leur mandat respectif.	0	0	2 (2018)			Rapport Annuel du Projet	-Il est supposé la prédisposition et la disponibilité à participer de manière conjointe avec le reste de missions
		E.5.2. Le matériel est prêt et disponible avant le début de la formation de base pendant la phase opérationnelle				Oui		Rapport Annuel du Projet	-Il est supposé que les autorités sénégalaises, même si des changements d'ordre politique et/ou militaire surviennent, maintiendront leur engagement envers les lignes directrices du projet GAR-SI
		E.5.3. Tout l'équipement fourni a été utilisé comme prévu				Oui (2019)		Rapport Fin du Projet	
		E.5.4. L'équipement est compatible et adéquat à son usage dans les conditions extrêmes				Oui		Rapport Annuel du Projet Liste des Matériels et d'Équipement auprès de la Gendarmerie Nationale.	

A.2.5 Dotation de l'Unité GAR-SI	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts</i></p>	<p>Il est supposé que l'équipement (individuel et collectif) répond aux besoins de l'Unité et leur compromis envers les lignes directrices du projet GAR-SI au Sénégal</p>
A.2.6 Elaboration d'un système d'évaluation pour déterminer la Initial Operational Capability (IOC) et la Final Operational Capability (FOC) de chaque unité type compagnie.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts</i></p>	<p>Dans le cas concret du Sénégal, la Gendarmerie va passer le test car les gendarmes sénégalais mieux formés que les gendarmes du reste des pays bénéficiaires.</p>
2.7 Soutien et mentoring des Unités GAR-SI.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts</i></p>	<p>Il est supposé que l'Unité est capable pour répondre au niveau opérationnel nécessaire au Senegal</p>
A.2.8 Activités de coordination avec d'autres missions et institutions sur le terrain au Sénégal	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts</i></p>	<p>Il est supposé que l'équipe de coordination est capable de faciliter les réunions pour coordonner des réunions avec d'autres groupes de travail</p>

Activités	A.2.1 Si nécessaire, définition/adaptation et mise en œuvre d'un cadre juridique adéquat pour l'établissement et opérationnalisation de les Unités GAR-SI afin d'assurer sa cohérence avec le système nationale ainsi que sa durabilité.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts:</i></p> <p>—</p>	Il est supposé que les autorités sénégalaises, même si des changements d'ordre politique et/ou militaire arrivent, maintiendront leur engagement envers les lignes directrices du projet GAR-SI.
	A.2.2 Définition et mise en œuvre du processus de sélection du personnel pour intégrer les unités.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts:</i></p> <p>—</p>	Il est supposé que la sélection du personnel de l'Unité GAR-SI sera faite en respectant les critères et les procédures établies.
	A.2.3 Elaboration du plan de formation du personnel de l'Unité GAR-SI, y compris le matériel pédagogique.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts:</i></p> <p>—</p>	Il est supposé que l'équipe de formation a préparé le programme et le plan de formation
	A.2.4 Formation du personnel.	<p><i>Moyens:</i></p> <p>—</p> <p><i>Coûts:</i></p> <p>—</p>	Il est supposé que la sélection du personnel de l'Unité GAR-SI sera faite en respectant les critères et les procédures établies





L'organisation peut modifier en accord avec le pouvoir adjudicateur les extraits, les indicateurs et leurs objectifs, points de référence et sources de vérification décrits dans ce cadre logique conformément aux conditions générales.

#### Définitions:

On entend par:

«répercussions», les effets à long terme, primaires et secondaires, produits par l'action;

«résultats», les effets à court et à moyen termes probables ou obtenus des extraits d'une action;

«extraits», les produits, biens d'équipement et services résultant d'activités menées au titre d'une action;

«indicateur», la variable ou le facteur quantitatif et/ou qualitatif qui permet de mesurer de manière simple et fiable si une action a produit les résultats attendus;

«point de référence», le point de départ ou la valeur actuelle des indicateurs;

«cible» (ou but des résultats), le niveau qualitatif ou quantitatif mesurable d'un extrait, d'un résultat ou des répercussions attendues d'une action;

«matrice-cadre logique», une matrice dans laquelle sont présentés les résultats, les hypothèses, les indicateurs, les cibles, les points de référence et les sources de vérification liés à une action.

«logique d'intervention», la manière dont, dans un contexte donné, les activités déboucheront sur les extraits, les extraits permettront d'obtenir les résultats et les résultats auront les répercussions attendues. Les hypothèses les plus importantes élaborées au cours de ce processus de réflexion doivent figurer dans la matrice-cadre logique.



